

Journal de 20 heures
Les premiers soldats français sont entrés en
territoire rwandais en milieu d'après-midi

Bruno Masure, Laurent Boussié, Philippe Rochot, Olivier Lerner

France 2, 23 juin 1994

Cinq factions pas moins participent aux massacres : la garde présidentielle hutu, l'armée régulière à prédominance tutsi [sic], le FPR constitué en majorité de Tutsi, les Hutu pro-gouvernementaux qui combattent les Hutu de l'opposition, enfin les hutu du Nord qui massacrent les Hutu du Sud.

[Bruno Masure :] Madame, Monsieur, bonsoir. Une grande partie de ce journal sera bien évidemment consacrée, avec tous nos envoyés spéciaux, au démarrage de l'opération Turquoise. Les premiers soldats français sont entrés en territoire rwandais en milieu d'après-midi. Les militaires français participant à cette opération sont actuellement regroupés dans l'Est du Zaïre à la frontière rwandaise, près de la ville de Gouma [Goma] sur, euh, les bords du lac Kivu [diffusion d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre localisant notamment la ville de Goma].

J'vous propose tout d'suite de découvrir ce reportage que viennent de nous faire parvenir nos envoyés spéciaux Philippe Boisserie, Éric Maizy.

[Philippe Boisserie :] Sur l'aéroport de Goma, les rotations d'avions s'intensifient pour acheminer les quelque 2 500 militaires français de l'opération Turquoise [une incrustation "Goma (Zaïre)" s'affiche à l'écran]. Des militaires venus des contingents basés en Afrique – Bangui, Djibouti, Libreville – mais aussi 800 arrivés de France avec le commandement [on voit des militaires français sur le tarmac de l'aéroport de Goma].

Au PC, installé dans un hangar, on gère les hommes mais aussi la logistique : cinq hélicoptères Puma, des blindés légers, des jeeps. Du matériel

adapté à une mission qui se précise [on voit que les militaires français disposent de matériel de transmission ainsi que de deux antennes paraboliques].

[Un officier français au béret noir [il s'agit du colonel André Schill] : "Notre, euh, première mission c'est de..., à partir de Bukavu, de commencer cette mission d'arrêter les massacres – encore une fois les massacres quels qu'ils soient – en gardant une stricte neutralité, c'..., tant vis-à-vis des FAR que de..., du FPR. [Plan de coupe] C'est une mission qui en priorité est une mission humanitaire mais dans laquelle, euh, nous..., nous serions amenés à employer la force si, euh, l'une ou l'autre des parties voulait nous emp..., nous interdire de mener cette mission à bien".]

Petit à petit les hommes embarquent donc de nouveau. Ils quittent Goma, base avancée du dispositif, pour Bukavu plus au sud. C'est de là qu'ils pénétreront ensuite au Rwanda [on voit des militaires français en train d'attendre assis par terre sur le tarmac de l'aéroport de Goma ; un militaire lit le livre *Soleils rouges* de Paul-Loup Sulitzer].

Leur première mission pourrait être d'assurer la protection de 5 à 6 000 réfugiés à Cyangugu, juste de l'autre côté de la frontière. Des Tutsi majoritairement mais aussi des membres de l'opposition hutu y sont toujours une cible potentielle pour de nouveaux massacres [on voit des militaires français embarquer dans un avion militaire].

Dans un second temps, ces réfugiés pourraient être évacués vers des zones plus sûres. Une opération aussi plus risquée. Le recours à la force autorisée par l'ONU pourrait alors faciliter la tâche des militaires français.

[Bruno Masure :] On vient d'le rappeler, le but est donc d'évacuer des réfugiés tutsi [tutsi] qui sont aux mains, euh, des forces gouvernementales hutu dans cette région frontalière. Le premier détachement devrait se diriger vers la localité de Cyangugu.

Nous allons retrouver tout de suite au téléphone et en direct notre envoyé spécial Benoît Duquesne qui se trouve, lui, dans la ville zaïroise de Bukavu. Benoît est-ce que vous m'entendez ? Benoît Duquesne [on entend un bip] ? Ah... Bon. Vous avez..., vous l'avez constaté de vous-même, nous avons une petite coupure de liaison. Nous tenterons bien sûr d'entrer..., de retrouver, euh, Benoît Duquesne, l'un de nos envoyés, euh..., spécial [sic] à la frontière du Zaïre et du Rwanda.

Au total 2 500 Français vont être engagés dans cette opération Turquoise, appuyés par des hélicoptères, des voitures blindés mais aussi des véhicules de reconnaissance. Un millier d'hommes sera affecté à des missions en territoire rwandais, les autres assurant la logistique au Zaïre. Précisions avec Dorothee

Olliéric.

[Dorothee Olliéric :] En 24 heures ce sont 600 militaires français qui se sont déployés à l'Est du Zaïre, à la frontière rwandaise. Ils seront 2 500 samedi [25 juin]. À l'heure qu'il est le transfert des troupes et de la logistique se poursuit [diffusion d'images d'archives montrant des soldats français au béret rouge sortir de l'aéroport de Kanombe]. À la tête de cette opération Turquoise, le général Morillon qui dirige depuis quelques mois la Force d'action rapide.

[Général Philippe Morillon : "Et il est pas question dans c'pays de prendre parti. Et... on a trop dit qu'la France avait pris parti autrefois, qu'elle avait armé, euh..., les milices. Euh..., ces milices, vous les avez vues vous-mêmes sur les écrans : elles sont armées de machettes".]

D'ores et déjà les premiers éléments militaires français basés à Bukavu ont commencé leur première incursion au Rwanda. Ils doivent rejoindre la ville de Cyangugu pour venir en aide à quelque 8 000 Tutsi réfugiés en territoire contrôlé par les forces gouvernementales, ici en vert pâle [diffusion d'une carte du Rwanda et de la région de l'Est du Zaïre ; une flèche rouge part de Bukavu en direction de Cyangugu ; la ligne de front, délimitée en deux zones vert pâle et vert foncé, passe à proximité de la région de Kibuye].

Selon nos informations, depuis une semaine des hommes du COS – le Commandement des opérations spéciales – sont à pied d'œuvre dans cette zone pour baliser le terrain, étudiant les points stratégiques [diffusion d'images d'archives montrant des soldats des forces spéciales en action].

Pour les militaires français, il s'agit de secourir une population prise en tenaille dans des régions où les miliciens hutu continuent leurs exactions. Certains ont déjà fui vers le Zaïre, les Français protègeront ceux qui sont toujours bloqués au Rwanda [on voit des réfugiés massés devant un bâtiment].

Une seconde opération a débuté aujourd'hui : les soldats français sont partis de Goma pour se rendre dans la région de Gisenyi au nord du pays [rediffusion de la carte précédente ; une seconde flèche rouge part cette fois-ci de Goma en direction de Gisenyi]. La mission est toujours humanitaire dans cette zone où Tutsi et opposants hutu sont également menacés par les miliciens [diffusion d'images de réfugiés regroupés dans la cour d'un bâtiment].

Officiellement les militaires du contingent français ne devraient pas se retrouver face aux forces du Front patriotique rwandais qui poursuivent de leur côté leurs opérations de protection des civils tutsi. Mais le risque d'une confrontation existe. Les hommes du FPR disent ne pas chercher l'affrontement mais ils considèrent les soldats français comme des agresseurs [diffusion d'images de soldats du FPR].

[Bruno Masure :] Le centre de Kigali a été à nouveau le théâtre d'affrontements aujourd'hui, un peu moins violent, euh, que ces jours derniers.

[Bruno Masure interviewe à présent Laurent Boussié, en duplex de Kigali.]

Bruno Masure : Nous retrouvons tout d'suite en direct de Kigali notre envoyé spécial Laurent Boussié. Laurent Boussié qui, avec son équipe Jean-Marie Lemaire et Gérard Flezeau [Flegeau], est le seul journaliste, euh, actuellement présent à Kigali. Euh, est-ce que vous m'entendez Laurent ?

Laurent Boussié : Oui tout à fait. Le seul journaliste français, Bruno.

Bruno Masure : Vous avez..., vous avez noté aujourd'hui une légère évolution des responsables du Front, euh, patriotique rwandais envers ces..., les Français et les francophones.

Laurent Boussié : Oui. Vous savez, aujourd'hui, euh, malgré ou peut-être à cause de..., de l'intervention française, euh, la nuit dernière et la journée d'aujourd'hui ont été un peu plus calmes à Kigali. Il y a eu quelques combats, vous l'avez dit, mais sporadiques. La tension, elle reste très forte évidemment. La position du FPR – le Front patriotique rwandais – reste la même. Mais, comme vous le disiez, on note une légère inflexion. Par exemple la nuit dernière, euh, ils voulaient expulser tous les journalistes français du pays. Et puis en discutant, en parlant de démocratie, en parlant d'équilibre, ils nous ont autorisé, moi et l'équipe de..., de France 2, à rester. Autre exemple : euh, ils nous ont autorisés aujourd'hui à voir, euh, à filmer des soldats déserteurs de l'armée gouvernementale qui sont [inaudible]...

Bruno Masure : Laurent Boussié ? Vous le constatez, euh, vous même, la liaison est en direct et elle est un p'tit peu compliquée. Nous avons un problème technique, nous avons, euh..., perdu cette liaison. Nous essaierons... également, euh, de retrouver notre envoyé spécial à Kigali, Laurent Boussié.

Un millier d'hommes va donc être transféré de métropole pour participer à cette opération Turquoise. Plusieurs avions gros-porteurs ont atterri ce matin sur la base aérienne, euh, d'Istres dans les Bouches-du-Rhône pour y charger soldats et matériels avant de s'envoler pour Bangui puis Goma. Reportage Patrice Pelé, Jean-François Giorgetti.

[Patrice Pelé :] Ces hommes attendent le départ. Sur la base d'Istres, l'heure est à la mobilisation [on voit notamment deux soldats français installés dans un véhicule sur le pare-brise duquel on peut lire une pancarte indiquant "Opération Turquoise, Kisangani, Zaïre"]. Depuis lundi [20 juin] 20 rotations vers Bangui en Centrafrique, un véritable pont aérien. Du matériel et des hommes pour soutenir les forces françaises déjà sur place.

[Colonel Thouverrez [Thouverez], Commandant base aérienne Istres” :
 ”Nous utilisons pour cette opération, euh, des avions Antonov, qui sont derrière nous, des gros-porteurs, euh..., qui sont loués à des sociétés russes, euh, qui offrent l’intérêt considérable de pouvoir emporter environ 100 tonnes à chaque fois, ce qui nous évite de..., d’employer beaucoup d’avions de plus petit..., de plus petit tonnage. [Plan de coupe] D’Istres sont partis 700 personnes et 700 tonnes de matériel, euh, à l’heure qu’il est. Matériel à la fois, euh, humanitaire d’un côté – hôpitaux, médecins – et puis matériel de protection pour, euh, pour tous ces hôpitaux et ces médecins”.]

Embarquement cet après-midi. Ces Antonov – avions russes – emportent 100 tonnes de matériel par voyage. Des avions gros-porteurs que ne possède pas l’armée française [on voit des véhicules militaires entrer dans la soute d’un Antonov]. Après sept heures de vol, la cargaison sera déchargée à Bangui puis prendra la direction du Rwanda.

Pour les hommes l’attente se prolonge, alors un premier repos s’impose avant la mission. Ils partent pour au moins six semaines sans relève [gros plan sur un soldat français en train de faire une sieste, la tête posée sur son arme].

[Bruno Masure :] Environ 200 militaires français se sont envolés ce matin de Roissy pour le théâtre d’opération. Reportage Isabelle Baechler, Frédéric Pasquette.

[Isabelle Baechler :] Aéroport Charles de Gaulle, terminal 2A [une incrustation ”Roissy, ce matin” s’affiche à l’écran]. Destination : Afrique. Il est 10 heures ce matin et il y a de l’opération Turquoise dans l’air.

Tous ces soldats sont des militaires professionnels. Voilà trois jours qu’ils étaient sur le pied de guerre pour justement ne pas aller faire la guerre. On leur a parlé d’humanitaire. Alors les hommes et les femmes qui partent sont concentrés mais plutôt détendus [on voit des militaires au béret noir et au béret rouge arriver à l’aéroport Charles de Gaulle].

[Un journaliste s’adresse à un soldat au béret noir : - ”Vous partez au Rwanda?”. Le soldat : - ”Euh, oui, probablement”.]

Pas très, très causants certes, ces soldats sur le départ. Il faut dire que le Service d’informations et de relations publiques des armées, l’incontournable SIRPA, a classé ce départ secret-défense et ne souhaitait pas que nous tournions ces images. Le secret-défense s’est donc calmement déroulé au vu et au su des voyageurs civils de Roissy [on voit des militaires, majoritairement au béret noir, dans le hall de l’aéroport].

Des soldats et des équipes médicales aguerris partent pour une mission

qui ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices mais ils resteront discrets. Ils embarquent pour Libreville via Marseille et viennent de partout en France [gros plan sur le panneau du hall "A8 - Air France"].

[Un soldat répond à un journaliste : - "Mon régiment?". Le journaliste : - "Oui". Le soldat : - "41... Senlis".

[Un deuxième soldat : - "Belfort". Le journaliste : - "Belfort?".

Un troisième soldat au béret noir : "[Inaudible], à Nantes".

Un quatrième soldat : "Premier régiment médical".

Une femme militaire : "[Inaudible] militaire".

Un autre soldat : - "On vient d'apprendre, là, qu'on va à Libreville, là, j'imagine [inaudible].

Un soldat au béret noir désigne son collègue : "Faut d'mander à lui, c'est...".

Le collègue : "J'n'en ai aucune idée [sourire ; on entend également le soldat précédent s'esclaffer]".

Le deuxième soldat interrogé ci-avant : "Bon, ben, ça sera surtout humanitaire, hein".

L'autre soldat interrogé ci-avant : "J'sais pas, l'aventure".]

Un officier supérieur sera un peu plus disert, il est commandant du Cadre noir.

[L'officier supérieur répondant au journaliste : - "Bonjour". Le journaliste : - "Vous venez de quel régiment?". L'officier : - "Je viens de Saumur, de l'École d'application de l'arme blindée cavalerie. Nous avons reçu l'ordre de partir..., en fait, euh, j'ai été prévenu lundi [20 juin] et... nous avons, euh, la procédure s'est appliquée depuis lundi. Donc, euh, j'ai été..., je suis parti de chez moi, à..., hier [22 juin], euh..., hier matin". Le journaliste : - "Et vous êtes combien?". L'officier : - "Sur l'ensemble du détachement ? Je ne peux pas vous dire exactement. Je crois que nous..., nous sommes de l'ordre de 200 mais je ne sais pas exactement. La mission, euh, précise nous sera donnée sur place. Et dans le cadre de cette opération humanitaire, nous devons être, euh, nous serons des équipes de détachement de..., des équipes de liaison auprès des [inaudible] différentes, euh..., forces en présence qu'elles soient, euh, du Rwanda elles-mêmes ou que ce soit même du Zaïre ou des..., ou des différentes ONG sur le terrain".]

Voilà comment un cinquième du contingent parti de France a quitté Roissy en retardant un vol régulier d'Air France.

[Bruno Masure reprend son interview avec Laurent Boussié.]

Bruno Masure : Voilà. Nous avons rétabli la liaison téléphonique avec, euh, Kigali. Euh, Laurent Boussié est-ce que vous m'entendez ?

Laurent Boussié : Oui tout à fait Bruno.

Bruno Masure : Alors Laurent, vous avez rencontré aujourd'hui le général qui commande les quelque 400 Casques bleus qui sont encore sur place à Kigali et qui s'étonne quelque peu de ne pas avoir été contacté par les Français.

Laurent Boussié : Eh oui, c'est le général Dallaire que j'ai rencontré il y a un peu plus d'une heure. Euh..., et alors que il est lui le chef de tous les chefs des Casques bleus et de tous les moyens de l'ONU au Rwanda, ils, euh, ils..., les Français n'ont pas encore pris contact avec lui. Alors il s'étonne un peu. Alors que lui normalement, euh, devrait, euh..., avoir une certaine coordination avec, euh, avec eux et au moins une liaison. Parce que normalement ils doivent travailler ensemble.

Bruno Masure : Et... donc vous ne savez pas si on peut attendre l'arrivée de..., de soldats français à Kigali ? Vous n'avez strictement aucune nouvelle de ce point de vue là ?

Laurent Boussié : Non. Alors, ça, c'est... d'après toutes les informations qu'on a ici ou que les Casques bleus... Et de toute façon, le..., le Front patriotique rwandais ne..., ne le voudrait absolument pas, il n'est pas question ni pour l'instant ni dans le futur que des soldats français, euh, viennent à Kigali.

Bruno Masure : Merci Laurent Boussié. J'appelle que vous êtes, euh, pour France 2, à..., à Kigali. Un travail extrêmement périlleux en ce moment.

On l'a dit ces derniers jours, la décision des autorités françaises suscite de vives réserves notamment de la part des organisations humanitaires, euh, qui ont dû quitter précisément le Rwanda précipitamment. Le président de Pharmaciens sans frontières a répété ce matin à Clermont-Ferrand qu'à son avis, je le cite, "Cette intervention au Rwanda met en péril certaines populations et ne protège en rien la population civile de Kigali".

Dès hier [22 juin], Edouard Balladur affirmait devant les députés qu'en aucun cas nos forces n'interviendront en profondeur dans le territoire rwandais – c'que nous confirmait il y a un instant Laurent Boussié. Et ce matin, lors d'une conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé a réfuté l'argumentation selon laquelle la France serait isolée.

[Alain Juppé, "Ministre des Affaires Etrangères" : "Nos partenaires européens – tous, sans exception ! – ont fait savoir qu'ils approuvaient cette initiative. Le Conseil de l'Union de l'Europe occidentale qui s'est réuni il y

a quelques jours a apporté sa bénédiction à l'opération. Et plusieurs pays sont également en train de mettre en place un soutien logistique à l'opération française : l'Italie, qui pourrait même aller – si l'on en juge par certaines déclarations – jusqu'à une participation en troupes. Mais à coup sûr : la Belgique, le Portugal, l'Espagne et je l'espère d'autres encore. Parmi les pays africains, là encore, quand on regarde les déclarations des chefs d'État ou de gouvernement, le soutien parmi les pays d'Afrique francophone est unanime. J'm'en suis assuré... à... Abidjan et à Dakar la semaine dernière. De nombreux pays lusophones ou anglophones soutiennent également”.]

[Bruno Masure :] L'Égypte s'était dé..., clairement..., déclaré prête à participer à la mise en œuvre de cette résolution 929 votée hier [22 juin] par le Conseil de sécurité. Pour l'instant la seule participation apparemment assurée concerne le Sénégal : environ 300 soldats sénégalais pourraient en effet participer tout à fait directement à cette opération Turquoise. Réactions dans les rues de Dakar cet après-midi avec ce reportage de nos envoyés spéciaux Jérôme Cathala, Jacques Gérard.

[Jérôme Cathala :] Dans les rues de Dakar, aucun signe particulier d'agitation. Seules les Unes des journaux rappellent que le Sénégal a décidé d'intervenir au Rwanda aux côtés de la France. Et ce sont surtout les quotidiens proches du pouvoir qui insistent sur cette information en s'interrogeant d'ailleurs sur le sort des "Diambars", c'est-à-dire des héros, des soldats en langue wolof [gros plan sur la Une du journal *Témoin* intitulée "Rwanda : à quelle sauce vont être mangés nos 'Diambars' ?"].

Et si l'opposition n'est pas tellement favorable à l'initiative du Président Abdou Diouf, la population, elle, semble se ranger sans enthousiasme excessif du côté du gouvernement.

[Un Sénégalais : "C'est la vie humaine qui est en jeu. Et puis vraiment on n'est pas... vraiment... satisfait de... ce qui..., de ce qui se passe là-bas".

Un autre Sénégalais : "C'est un problème africain. Et... on doit régler ça... nous..., nous-mêmes les Africains, hein".

Un troisième Sénégalais : "Notre puissance militaire doit se faire voir là-bas dans l'intérêt du Rwanda et uniquement pour le Rwanda sans soutenir une quelconque partie que cela puisse être".

Un dernier Sénégalais : "Il est très normal qu'on intervienne pour que la paix règne en quelq'sorte".]

[Jérôme Cathala, face caméra, dans un quartier de Dakar : "Relative indifférence dans la rue et extrême prudence du côté officiel où l'on préfère pour l'instant ne pas s'exprimer. Mais d'après certaines informations pro-

venant de sources proches du gouvernement de Dakar, c'est demain matin [24 juin] que les troupes sénégalaises devraient se lancer à leur tour dans l'opération Turquoise".]

[Bruno Masure :] Dans une interview accordée hier [22 juin] à nos confrères de *Libération*, le président du Front patriotique rwandais affirmait : "Si la France intervient militairement la guerre va changer et risque de s'aggraver". Pour le FPR, les soldats français seront assimilés à des envahisseurs. Une attitude qui contraste avec celle du représentant à Paris du gouvernement légal du Rwanda. Philippe Rochot, Dominique Bonnet.

[Philippe Rochot :] Il manifeste contre l'intervention de la France au Rwanda [on voit Jacques Bihozagara le point levé en train de participer à une manifestation], et pourtant le représentant du Front patriotique rwandais est hébergé dans un des meilleurs hôtels de Paris [gros plan sur la façade du palace Lutetia].

[Jacques Bihozagara, "Représentant pour l'Europe, Front Patriotique Rwandais" : "La politique française au Rwanda, euh, cette politique a été en tout cas atroce et tout à fait morbide!"]

Il habite une ambassade en partie désertée par son personnel [gros plan sur l'ambassade du Rwanda à Paris] et qui n'est reliée au gouvernement du Rwanda que par le lien très frêle d'un téléphone satellite [on voit Martin Ukobizaba assis derrière son bureau]. Il n'y a plus d'ambassadeur du Rwanda à Paris mais un chargé d'affaires qui s'indigne aujourd'hui de la place que donne la France au Front patriotique [gros plan sur le portrait de Juvénal Habyarimana, sous lequel figure la mention suivante : "Son Excellence le Général-Major Habyarimana Juvénal, Président de la République Rwandaise et Président-Fondateur du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement"]

Martin Ukobizava [Ukobizaba], "Chargé d'affaires Rwandais en France" : "Ces derniers jours, le FPR, euh..., a fait une campagne médiatique en disant que c'est l'ethnie tutsi qui était seulement massacrée. Mais seulement, nous, Rwandais, qui avons vécu la tragédie dans notre chair, nous savons que tout..., toutes les deux parties sont..., sont victimes..., sont victimes de cette violence. Et quand le FPR, après avoir appelé les gens au secours, trouve un partenaire comme la France qui... vraiment voudrait aider, euh, qui voudrait aller dans une action humanitaire, euh, dire..., entendre le représentant du Front patriotique dire qu'il va tirer sur des soldats français, j'ai..., j'ai trouvé ça illogique. Et je pense que la France a bien agi. Elle en a les moyens, elle en a la volonté. Et c'est une question de fierté, euh, parce qu'il y a des choses

qu'on ne peut pas supporter".]

Le chargé d'affaires du Rwanda à Paris a perdu dans les massacres une dizaine de membres de sa famille [on le voit devant une carte du Rwanda en train de dire au journaliste : "Mais normalement puisque [inaudible]"]. Mais il veut faire savoir que, dans cette guerre, on a tué des deux côtés.

[Bruno Masure :] Depuis maintenant 10 semaines ce pays s'enfoncé dans l'horreur : les combats et les massacres ont peut-être fait 500 000 morts. 350 000 Rwandais ont cherché refuge hors de leurs frontières et deux millions de personnes déplacées sont menacées par les épidémies ou par la famine. Olivier Lerner.

[Olivier Lerner :] Dès la nouvelle de la mort du Président rwandais, le 6 avril dernier à 20 heures [diffusion d'images de l'épave de l'avion abattu], les exécutions sommaires commencent [on voit des cadavres en train de tourbillonner dans les chutes de Rusumo].

Cinq factions pas moins participent aux massacres. C'est un peu compliqué : la garde présidentielle hutu, l'armée régulière à prédominance tutsi [sic], le FPR – le Front patriotique rwandais – constitué en majorité de Tutsi, les Hutu pro-gouvernementaux qui combattent les Hutu de l'opposition, enfin les hutu du Nord qui massacrent les Hutu du Sud [gros plan sur des villageois massacrés au milieu d'un chemin de brousse].

En quelques semaines le Rwanda s'est transformé en cimetière et l'on avance le chiffre de 500 000 morts. La machette pour les plus malheureux, l'exode pour les plus heureux. Avril, mai, juin : trois mois qui se suivent et se ressemblent. L'exode ne conduit nulle part [diffusion d'images de réfugiés marchant le long des routes].

Les cessez-le-feu ont fait long feu. Les Casques bleus quittent le Rwanda la tête basse après avoir évacué les ressortissants étrangers. Sauve qui peut, c'est l'écœurement général [on voit un militaire belge en train de déchirer au couteau son béret bleu].

À compter de la mi-mai, il ne se passera plus un jour sans que l'on ne parle du Rwanda mais sans que l'on ne puisse rien y faire. Les combats se resserrent autour de Kigali où les Forces armées rwandaises et la gendarmerie ont perdu le contrôle de la rue qui appartient désormais aux milices [gros plans sur des bébés ou enfants grièvement blessés en train de se faire soigner].

La capitale rwandaise encerclée par les combattants disciplinés du FPR s'est vidée de ses 300 000 habitants. Rien n'y personne ne semble pouvoir arrêter la folie meurtrière des uns et des autres [on entend des tirs d'obus et on voit des soldats du FPR en train d'entrer dans un quartier de Kigali].

Alors quelle solution s'offre à ce petit pays d'Afrique noire ? Les militaires français ne sont là que pour deux mois. Après – si tout va bien – il faudra trouver des volontaires neutres, si possible pour s'interposer et organiser des élections libres. Mais ce soir on en est encore loin, très loin, de ce schéma de rêve [diffusion d'images de soldats du FPR en train de tirer à la mitrailleuse].

[Bruno Masure interviewe à présent Benoît Duquesne, en duplex de Bukavu.]

Bruno Masure : Nous avons rétabli la liaison, euh, téléphonique avec Benoît Duquesne, notre envoyé spécial dans la ville zaïroise frontière de Bukavu. Benoît est-ce que vous m'entendez ?

Benoît Duquesne : Oui, cette fois-ci j'vous entend bien. Bukavu, vous savez, c'est une..., c'est une piste et rien qu'une piste. Puisque nous ne sommes pas dans la ville mais sur l'aéroport de Bukavu. Les 300 paras français s'y sont installés toute la journée sous un hangar. C'est là qu'ils ont conditionné leurs matériels, préparé leurs jeeps, leurs camions dans un bruit constant d'avions et d'hélicoptères qui faisaient rotation sur rotation. Maintenant tout..., tout semble se calmer mais tout est prêt : le départ pour le Rwanda à la suite des premiers éléments de reconnaissance partis ce midi peut se faire d'une minute à l'autre. J'sais pas si vous entendez en c'moment : un avion ici encore qui s'apprête à..., à décoller. [Inaudible] sans état d'âme ce départ pour le Rwanda. Sans état d'âme apparent les militaires, quand ils acceptent de dire un mot, se contentent d'affirmer qu'on leur a confié une mission et qu'ils vont la remplir. Quant aux raisons de leur présence ici, à l'hostilité déclarée du FPR, ils disent simplement que la décision d'les envoyer ici est politique et qu'elle ne leur appartient pas.

Bruno Masure : Benoît Duquesne, est-c'que cette opération militaire française est bien vu par les Zaïrois ?

Benoît Duquesne : Écoutez, pour les Zaïrois le déploiement des Français c'est d'abord une curiosité, comme d'habitude. À Goma les abords de la piste sont envahis en permanence par une foule de curieux. Des Zaïrois partagés entre deux sentiments : d'un côté ils se réjouissent de la présence française face à des Tutsi qu'ils n'aiment pas trop – il faut l'dire. Et en même temps ils savent tout le bénéfice que le général Mobutu pourra retirer de l'opération. Une seule chose est sûre : la présence des Français a calmé les esprits ici où on s'inquiétait surtout de voir affluer un grand nombre de réfugiés hutu.

Bruno Masure : Merci Benoît Duquesne, euh, qui est le..., j'vous l'appelle, l'un de nos envoyés spéciaux à la frontière entre le Zaïre et le Rwanda.